

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1160

[C — 27193]

22 AVRIL 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif au Plan de tir pour la chasse au cerf

L'Exécutif régional wallon,

Vu la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970 et approuvée par la loi du 29 juillet 1971, notamment l'article 4, alinéas 3 à 5, modifié par le Protocole signé à Luxembourg le 20 juin 1977 et approuvé par la loi du 20 avril 1982;

Vu la décision M(83)16 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 20 décembre 1983 désignant les espèces de gibier et les régions des pays du Benelux où un Plan de tir sera appliqué;

Vu la loi du 20 avril 1982 portant approbation du Protocole signé à Luxembourg le 20 juin 1977 modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970, notamment l'article 2;

Vu le décret du 14 décembre 1989 permettant à l'Exécutif régional wallon de prendre toutes les mesures que requiert l'application ou la mise en œuvre des Traités et Conventions internationaux en matière de chasse, pêche, protection des oiseaux et conservation de la nature;

Sur l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. La chasse à tir au cerf ne peut s'exercer sur un territoire déterminé que si le titulaire du droit de chasse détient un Plan de tir approuvé, pour une saison de chasse, par le chef de l'Inspection forestière dans le ressort de laquelle est situé ce territoire, et à condition de respecter ce plan.

Lorsque le territoire de chasse est situé sur le ressort de plusieurs inspections forestières, le Plan de tir devra être approuvé par le chef d'inspection dont dépend la plus grande partie du territoire de chasse après consultation de son ou de ses collègues.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, le plan de tir détermine le nombre d'animaux, répartis en fonction de leur type, de leur âge et de leur sexe, qui doivent ou qui peuvent être tirés sur un territoire déterminé, au cours d'une saison de chasse.

Art. 3. § 1er. La demande d'attribution d'un plan de tir peut être introduite par le titulaire du droit de chasse ou les titulaires du droit de chasse responsables ou par plusieurs titulaires groupés dans un Conseil cynégétique déjà constitué en A.S.B.L.

Elle doit être adressée, chaque année, le 20 mai au plus tard, par pli recommandé à la poste, au chef du Cantonement forestier dans le ressort duquel est située la plus grande partie du territoire de chasse et comporte les éléments suivants :

1° les nom, prénoms, profession et domicile du demandeur ainsi qu'éventuellement la dénomination de la Société de chasse ou du Conseil cynégétique qu'il représente;

2° la situation des territoires de chasse, la superficie boisée en ha, en ce compris les fanges, les clairières, les fonds de pré et les coupe-feu ainsi que les limites reportées sur une carte de l'Institut géographique national au 1/10 000 ou au 1/25 000;

3° le nombre :

a) de cerfs boisés, avec indication de la pointure;

b) de cerfs non boisés (biches, bichettes et faons des deux sexes), tirés sur le territoire de chasse faisant l'objet de la demande, au cours des trois précédentes saisons de chasse;

4° le nombre :

a) de cerfs boisés;

b) de biches, de bichettes et de faons des deux sexes,

dont l'autorisation de tir est demandée;

5° l'engagement de permettre, sur le territoire de chasse concerné, le libre accès des agents et préposés de la Division de la Nature et des Forêts en vue de la collecte des données indispensables à l'élaboration du Plan de tir et pour le contrôle de son exécution.

§ 2. Le chef d'inspection dont dépend la plus grande partie du territoire de chasse notifie la décision au demandeur par lettre recommandée à la poste, au plus tard le 20 juin de chaque année.

La décision peut imposer le tir de cerfs définis par type, âge ou sexe, en plus ou en moins, par rapport au nombre déterminé en application du § 1er, 4^o.

§ 3. Dans les dix jours de la notification de la décision d'accord partiel ou de refus du plan de tir, le demandeur pourra introduire, par lettre recommandée à la poste, adressée au chef de cantonnement dont question au § 1er, 2^e alinéa, du présent article, un recours auprès du Ministre qui a la Chasse dans ses attributions.

Le recours peut être accompagné d'une demande modifiée d'attribution du Plan de tir.

Art. 4. § 1er. Il est créé une Commission de Plan de tir dont la mission est de remettre un avis au Ministre ayant la Chasse dans ses attributions sur les recours pris contre les décisions du chef d'inspection donnant un accord partiel ou refusant une demande d'attribution d'un Plan de tir.

§ 2. La Commission est composée comme suit :

- trois représentants de la Division de la Nature et des Forêts;
- deux représentants des chasseurs au grand gibier à l'espèce cerf;
- deux membres du Conseil supérieur wallon de la Chasse.

Le fonctionnaire le plus ancien dans le grade le plus élevé préside la Commission. En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

§ 3. Le Ministre ayant la Chasse dans ses attributions désigne les membres de la Commission.

Il désigne également des membres suppléants.

Le mandat des membres est gratuit.

Le siège de la Commission est établi à Namur, au siège de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

La Division de la Nature et des Forêts organise le secrétariat de la Commission.

§ 4. La Commission remet son avis sur les recours le 8 septembre de chaque année au plus tard.

§ 5. Le Ministre qui a la Chasse dans ses attributions ou son délégué peut par décision motivée, modifier l'accord partiel donné par le chef d'inspection ou transformer le refus du Plan de tir en un accord partiel ou intégral du Plan de tir.

La décision prise est notifiée à l'appelant le 14 septembre de chaque année au plus tard.

Art. 5. Sur les territoires soumis au régime forestier, lorsque le nombre minimum de cerfs non boisés dont le tir obligatoire fixé par le Plan de tir n'aura pas été atteint, le chef d'inspection pourra faire procéder à la destruction du surplus au-delà de la date de fermeture de la chasse, en autorisant toute personne munie d'un permis de chasse à y procéder ainsi qu'en en chargeant tout fonctionnaire ou agent des services extérieurs de la Division de la Nature et des Forêts.

Le gibier ainsi tiré sera mis, à l'intervention du bourgmestre de la commune, à la disposition de l'institution de bienfaisance la plus rapprochée.

Art. 6. § 1er. Sauf s'il s'effectue en application de l'article précédent, tout transport de l'espèce cerf tiré en exécution du Plan de tir à partir de l'endroit même du tir jusqu'à celui de la découpe n'est autorisé que si l'animal porte de façon inamovible, entre le tendon et l'os d'une de ses pattes arrière, un bracelet délivré par le chef de l'inspection forestière compétent pour le territoire.

§ 2. Le bracelet visé au § 1er est de couleur rouge pour les boisés et de couleur blanche pour les non boisés.

Chaque exemplaire du bracelet est millésimé et présente un numéro d'ordre de quatre chiffres.

Avant transport, le bracelet doit être daté par enlèvement des languettes correspondant respectivement au mois et au jour.

§ 3. Les bracelets non utilisés sont adressés par l'utilisateur, à ses frais avant le 31 janvier, au chef de l'inspection forestière qui les a délivrés.

Art. 7. § 1er. Sauf s'il s'effectue en application de l'article 5, tout transport de cerfs tirés en exécution du Plan de tir n'est autorisé que si le transporteur est en possession d'un constat de tir ou de mortalité conforme à l'annexe.

Ce document peut être complété par un volet facilitant l'identification de l'animal et à usage exclusif de la Division de la Nature et des Forêts.

§ 2. Le constat de tir ou de mortalité est rédigé par un fonctionnaire ou préposé de la Division de la Nature et des Forêts.

Art. 8. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ANNEXE

CONSTAT DE TIR OU DE MORTALITE

1. Lieu où l'animal a été tiré ou retrouvé:
 - Cantonnement :
 - Triage :
 - UGC de :
 - Lot de chasse :
(Titulaire : M.....)
 - Lieu-dit ou n° de compartiment :
2. Circonstance du tir :
 - 0 approche ou affût 0 battue
 - 0 braconnage (le cas échéant, n° PV
3. Date :
 - Tir/...../19....
 - Découverte de la dépouille :/...../19....
(Découvreur : M.....)
4. Identification de l'animal :
(voir volet « Identification de l'animal »)
 - Bracelet apposé n° :
5. Destination de parties de l'animal :
 - Venaison :
 - Trophée :
 - Mâchoire gauche :
Contrôlé le :/...../19....
- 0 Sur les lieux mêmes du tir.

(grade)
(signature)
(nom)

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1993 relatif au Plan de tir pour la chasse au cerf.

Namur, le 22 avril 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 1160

[C — 27193]

**22. APRIL 1993. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über den Abschlußplan für die Jagd auf Hirsch**

Aufgrund des am 10. Juni 1970 in Brüssel unterzeichneten und durch das Gesetz vom 29. Juli 1971 genehmigten Benelux-Abkommens in Sachen Jagd und Vogelschutz, insbesondere des Artikels 4 Absätze 3 bis 5, abgeändert durch das am 20. Juni 1977 in Luxemburg unterzeichnete und durch das Gesetz vom 20. April 1982 genehmigte Protokoll;

Aufgrund des Beschlusses M(83)16 des Komitees der Minister der Benelux-Wirtschaftsunion vom 20. Dezember 1983 zur Bestimmung der Wildarten und der Gebiete der Benelux-Länder, in denen ein Abschlußplan angewandt wird;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. April 1982 zur Genehmigung des am 20. Juni 1977 in Luxemburg unterzeichneten Protokolls zur Abänderung des am 10. Juni 1970 in Brüssel unterzeichneten Benelux-Abkommens in Sachen Jagd und Vogelschutz, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 1989, das der Wallonischen Regionalexekutive erlaubt, alle Maßnahmen zu treffen, die die Anwendung oder die Durchführung der internationalen Verträge und Übereinkommen in den Bereichen Jagd, Fischerei, Vogelschutz und Naturerhaltung erfordert;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Der Anstand und das Pirschen auf Hirsch darf nur auf einem bestimmten Gebiet ausgeübt werden, wenn der Inhaber der Jagderlaubnis einen Abschlußplan besitzt, der für eine Jagdsaison vom Leiter der für dieses Gebiet zuständigen Forstinspektion genehmigt wird, unter der Bedingung der Beachtung dieses Plans.

Wenn das Jagdgebiet zum Zuständigkeitsgebiet mehrerer Forstinspektionen gehört, muß der Abschlußplan vom für das größte Jagdgebiet zuständigen Inspektionsleiter nach Absprache mit seinem oder seinen Kollegen genehmigt werden.

Art. 2. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses bestimmt der Abschlußplan die nach Art, Alter und Geschlecht gegliederten Anzahl Tiere, die in einem bestimmten Gebiet während einer Jagdsaison erlegen muß bzw. darf werden.

Art. 3. § 1. Der Antrag auf Zuteilung eines Abschlußplans kann vom oder von den verantwortlichen Inhaber(n) der Jagderlaubnis oder von mehreren Inhabern, die sich in einem bereits als VoE errichteten waidmännischer Rat zusammengeschlossen haben, eingereicht werden.

Er soll spätestens am 20. Mai beim Leiter des Forstbezirks, der für den größten Teil des Jagdgebietes zuständig ist, per Einschreiben gestellt werden und folgende Elemente enthalten :

1° den Namen, den Vornamen, den Beruf und den Wohnsitz des Antragstellers sowie gegebenenfalls den Namen der Jagdgesellschaft oder des waidmännischen Rates, die bzw. den er vertritt;

2° die Lage der Jagdgebiete, die bewaldete Fläche in Ha, einschließlich der Sumpfgelände, Lichtungen, Wiesengründe und Schneisen, sowie die auf einer Karte des Nationalen Geographischen Instituts im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000 eingetragenen Grenzen;

3° die Anzahl :

a) geweihter Hirsche unter Angabe der Länge;

b) Kahlhirsche (Alttiere, Schmaltiere, Wildkälber, Hirschhälber) die während der drei vorangehenden Jagdsaisons in dem im Antrag erwähnten Jagdgebiet abgeschossen worden sind;

4° die Anzahl :

a) geweihter Hirsche;

b) Kahlhirsche (Alttiere, Schmaltiere, Wildkälber, Hirschhälber),

für die die Abschlußgenehmigung beantragt wird;

5° die Verpflichtung, den Bediensteten und Angestellten der Abteilung Natur und Forstwesen freien Zugang zu seinem Jagdgebiet zu gestatten, damit sie die zur Erstellung des Abschlußplans erforderlichen Angaben einholen und die Durchführung dieses Plans kontrollieren können.

§ 2. Der Leiter der Inspektion, der für den größten Teil des Jagdgebietes zuständig ist, teilt dem Antragsteller spätestens am 20. Juni eines jeden Jahres seinen Beschluß per Einschreiben mit.

Der Beschluß kann vorschreiben, daß mehr oder weniger, nach Art, Alter oder Geschlecht bestimmte Hirsche im Verhältnis zu der in Anwendung des § 1 4° bestimmten Anzahl abzuschießen sind.

§ 3. Binnen zehn Tagen nach der Mitteilung des Beschlusses über die teilweise Genehmigung oder die Ablehnung des Abschlußplans kann der Antragsteller per Einschreiben an den in § 1 Absatz 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Bezirksleiter eine Beschwerde bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, einreichen.

Der Beschwerde kann ein abgeänderter Antrag auf Zuteilung des Abschlußplans beigefügt werden.

Art. 4. § 1. Es wird ein Ausschuß für Abschlußpläne errichtet, der dem für das Jagdwesen zuständigen Minister ein Gutachten über Beschwerden abgeben soll, die gegen die Beschlüsse des Inspektionsleiters zur teilweisen Genehmigung oder zur Ablehnung eines Abschlußplans eingereicht werden.

§ 2. Der Ausschuß setzt sich zusammen aus :

— drei Vertretern der Abteilung Natur und Forstwesen;

— zwei Vertretern der Jäger auf Großwild der Hirschchart;

— zwei Mitgliedern des « Conseil supérieur wallon de la Chasse » (Wallonischen Obersten Rates für das Jagdwesen).

Der Beamte, der im höchsten Grad das höchste Dienstalter hat, führt den Vorsitz des Ausschusses. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

§ 3. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, benennt die Mitglieder des Ausschusses.

Er benennt ebenfalls die Ersatzmitglieder.

Das Mandat der Mitglieder wird nicht vergütet.

Der Sitz des Ausschusses liegt in Namur, am Sitz der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt.

Die Abteilung Natur und Forstwesen nimmt die Sekretariatsgeschäfte des Ausschusses wahr.

§ 4. Der Ausschuß gibt spätestens am 8. September eines jeden Jahres sein Gutachten über die Beschwerden ab.

§ 5. Der für das Jagdwesen zuständige Minister oder sein Beauftragter kann durch einen mit Gründen versehenen Beschluß die vom Inspektionsleiter erteilte teilweise Genehmigung ändern oder die Ablehnung eines Abschlußplans in eine teilweise oder ganze Genehmigung umwandeln.

Der gefaßte Beschluß des Ausschusses wird dem Beschwerdeführer spätestens am 14. September eines jeden Jahres mitgeteilt.

Art. 5. In den Gebieten, die der Forstordnung unterliegen, kann der Inspektionsleiter im Falle, wo die Mindestanzahl Kahlhirsche, die laut Abschlußplan zu erlegen waren, nicht erreicht worden ist, den Überschuß nach der Schließung der Jagdzeit von jeglicher Person, die einen Jagdschein besitzt, oder von jedem zu diesem Zweck beauftragten Beamten oder Bediensteten der Außendienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen, abschießen lassen.

Das auf diese Weise abgeschossene Wild wird auf Betreiben des Bürgermeisters der Gemeinde der nächsten Wohltätigkeitseinrichtung zur Verfügung gestellt.

Art. 6. § 1. Außer wenn er in Anwendung des vorliegenden Erlasses ausgeführt wird, darf der Transport der gemäß dem Abschlußplan abgeschossenen Hirsche nur vom Ort des Abschusses bis zum Ort, wo sie zerlegt werden, vorgenommen, sofern sie zwischen der Sehne und dem Knochen einer Hinterpfote einen von dem für das Gebiet zuständigen Inspektionsleiter ausgestellten Ring tragen, der nicht abgenommen werden kann.

§ 2. Der in § 1 erwähnte Ring ist für geweihte Hirsche rot und für Kahlhirsche weiß.

Jeder Ring trägt die Jahreszahl und eine laufende Nummer mit vier Ziffern.

Der Ring muß vor dem Transport durch Abnahme der Lasche, die jeweils dem Monat und dem Tag entspricht, datiert werden.

§ 3. Die ungebrauchten Ringe sind vom Benutzer auf eigene Kosten vor dem 31. Januar an den Forstinspektionsleiter, der sie ausgestellt hat, geschickt.

Art. 7. § 1. Außer wenn der Transport in Anwendung von Artikel 5 vorgenommen wird, dürfen Hirsche im Rahmen des Abschlußplans nur transportiert werden, wenn der Fahrer einen der Anlage zum vorliegenden Erlaß entsprechenden Abschluß- oder Todesbefund besitzt.

Dieses Dokument kann mit einem Abschnitt ergänzt werden, der die Identifizierung des Tieres erleichtert und der nur von der Abteilung Natur und Forstwesen benutzt werden darf.

§ 2. Der Abschluß- oder Todesbefund wird von einem Beamten oder einem Angestellten der Abteilung Natur und Forstwesen aufgestellt.

Art. 8. Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft

G. LUTGEN

ANLAGE

ABSCHUSS- ODER TODESBFUNDES

1. Stelle, wo das Tier geschossen oder gefunden worden ist :

— Forstamt :

— Revier :

— UGC von :

— Jagdlos :

(Inhaber :)

— Ort oder Nr. des Distriktes :

2. Abschlußart :

0 auf dem Firschgang oder auf dem Ansitz

0 bei der Treibjagd

0 bei der Wilddieberei (ggf. Nr. des Protokolls)

3. Datum

— Abschluß :/...../19..

— Entdeckung des verendeten Wildes :/...../19..

(Finder :)

4. Identifikation des Tieres :

(Sehen Sie bitte den Abschnitt « Identifikation des Tieres »)

— Ring Nr. :

5. Verwendung der Teile des Tieres :

— Wildbret :

— Trophäe :

— Linker Kiefer :

Kontrolliert am :/...../19..

0 an der genauen Abschlußstelle.

(Grad)
(Unterschrift)
(Name)

Gesehen und genehmigt, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1993 über den Abschlußplan für die Jagd auf Hirsch beigelegt zu werden.

Namur, den 22. April 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 1160

[C — 27193]

**22 APRIL 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende het Afschotplan voor de jacht op edelhert**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Benelux-Overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970 en goedgekeurd bij de wet van 29 juli 1971, inzonderheid op artikel 4, leden 3 tot 5, gewijzigd bij het Protocol ondertekend te Luxemburg op 20 juni 1977 en goedgekeurd bij de wet van 20 april 1982;

Gelet op de Beschikking M(83)16 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie van 20 december 1983 tot aanwijzing van de wildsoorten en de streken van de Beneluxlanden waar een Afschotplan zal gelden;

Gelet op de wet van 20 april 1982 tot goedkeuring van het Protocol ondertekend te Luxemburg op 20 juni 1977 houdende wijziging van de Benelux-Overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het decreet van 14 december 1989 waarbij de Waalse Gewestexecutieve in staat wordt gesteld alle nodige maatregelen te treffen voor de toepassing of de uitvoering van de Internationale Verdragen en Overeenkomsten inzake jacht, visvangst, vogelbescherming en natuurbehoud;

Op advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. De jacht met het geweer op edelhert kan slechts plaatsvinden op een bepaald grondgebied indien de houder van het jachtrecht een Afschotplan bezit dat voor een jachtseizoen goedgekeurd is door het hoofd van de bosinspectie op wiens gebied dit grondgebied gelegen is en onder voorwaarde dit plan na te leven.

Indien het jachtgebied over meerdere bosinspecties reikt, zal het Afschotplan goedgekeurd moeten worden door het hoofd van de bosinspectie van wie het grootste deel van het jachtgebied afhangt, na overleg met zijn collega(s).

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit bepaalt het Afschotplan het aantal dieren per type, ouderdom en geslacht die geschoten moeten of kunnen worden op een bepaald gebied tijdens een jachtseizoen.

Art. 3. § 1. De aanvraag tot toekenning van een Afschotplan kan ingediend worden door de houder van het jachtrecht of door de verantwoordelijke houders van het jachtrecht of door verschillende houders die verenigd zijn in een Jachtraad reeds in V.Z.W. opgericht.

Ieder jaar moet zij laatstens op 20 mei, per aangetekende brief, ingediend worden bij het hoofd van de houtvesterij die overeenstemt met het grootste gedeelte van het jachtgebied en die de volgende gegevens bevat :

1^o de naam, voornamen, het beroep en de woonplaats van de aanvrager, alsook eventueel de naam van de jachtvereniging of van de jachtraad die hij vertegenwoordigt;

2^o de ligging van de jachtgebieden, de beboste oppervlakte uitgedrukt in ha, met inbegrip van de moerassige delen, de open plekken, het laaggelegen grasland en de brandlanen, alsook de op een kaart van het Nationaal Geografisch Instituut op schaal van 1/10 000 of 1/25 000 aangeduide grenzen;

3^o het aantal :

a) edelherten met gewei, met aanduiding van het aantal enden;

b) edelherten zonder gewei (hinden, jonge hinden en jongen van beide geslachten) die tijdens de drie vorige jachtseizoenen geschoten werden op het jachtgebied dat het onderwerp is van de aanvraag;

4^o het aantal :

a) edelherten met gewei;

b) hinden, jonge hinden en jongen van beide geslachten,

waarvoor de toelating tot schieten gevraagd is;

5^o de verbintenis de toegang op zijn jachtgebied vrij te laten voor de ambtenaren en aangestelden van de Afdeling Natuur en Bossen, om de noodzakelijke gegevens voor het opstellen van het Afschotplan te verzamelen en toezicht te houden op de uitvoering ervan.

§ 2. Laatstens op 20 juni van ieder jaar betekent het hoofd van de inspectie van wie het grootste gedeelte van het jachtgebied afhangt zijn beslissing aan de aanvrager per aangetekende brief.

De beslissing kan het schieten opleggen van meer of minder edelherten dan het aantal vastgesteld bij toepassing van § 1. 4^o en die bepaald zijn volgens het type, de ouderdom of het geslacht.

§ 3. Binnen tien dagen na de betekenis van de beslissing van gedeeltelijk akkoord of van weigering van het Afschotplan zal de aanvrager, per aangetekende brief gericht aan het in § 1, tweede lid, van dit artikel bedoelde hoofd van de houtvesterij, een beroep kunnen indienen bij de Minister tot wiens bevoegdheden de Jacht behoort.

Een gewijzigde aanvraag tot toekenning van het Afschotplan kan bij het beroep gevoegd worden.

Art. 4. § 1. Er wordt een Commissie van het Afschotplan ingericht die als opdracht heeft een advies te geven aan de Minister tot wiens bevoegdheden de Jacht behoort over de beroepen tegen de beslissingen van het inspectiehoofd dat een gedeeltelijk akkoord geeft of een aanvraag tot toekenning van een Afschotplan weigert.

§ 2. De Commissie is samengesteld als volgt :

- drie vertegenwoordigers van de Afdeling Natuur en Bossen;
- twee vertegenwoordigers van de jagers op grof wild van het soort edelhert;
- twee leden van de « Conseil supérieur wallon de la Chasse » (Waalse Hoge Jachtraad).

De oudste ambtenaar in de hoogste graad is voorzitter van de Commissie. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. De leden van de Commissie worden aangesteld door de Minister tot wiens bevoegdheden de Jacht behoort.

Hij duidt eveneens plaatsvervangende leden aan.

Het mandaat van de leden is onbezoldigd.

De zetel van de Commissie is gevestigd te Namen, ten zetel van de Algemene Directie van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De Afdeling Natuur en Bossen verzekert het secretariaat van de Commissie.

§ 4. De Commissie geeft haar advies over de beroepen ten laatste op 8 september van ieder jaar.

§ 5. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Jacht behoort, of zijn afgevaardigde kan, bij gemotiveerde beslissing, het door het inspectiehoofd gegeven gedeeltelijk akkoord wijzigen of de weigering van een Afschotplan wijzigen in een gedeeltelijk of volledig akkoord van het Afschotplan.

De genomen beslissing wordt aan de aanvrager betekend laatstens op 14 september van ieder jaar.

Art. 5. Op de gebieden onder bosregeling waar het minimum aantal edelherten zonder gewei, die dienen te worden geschoten overeenkomstig het Afschotplan, niet wordt bereikt, kan het inspectiehoofd over gaan tot de uitroeiing van de overtollige dieren na de sluitingsdatum van de jacht door elke persoon met een jachtvergunning daartoe te machtigen en door iedere ambtenaar of beambte van de Afdeling Natuur en Bossen daarmee te belasten.

Het op deze wijze afgeschoten wild zal, ter benaarstiging van de burgemeester van de gemeente, aan de meest nabije liefdadigheidsinstelling worden gegeven.

Art. 6. § 1. Behalve wanneer het gebeurt bij toepassing van vorig artikel is elk vervoer van het soort edelhert, geschoten overeenkomstig het Afschotplan, vanaf de schietplek tot de plek waar het aangesneden wordt enkel geoorloofd indien het dier een onafneembare ring tussen de pees en de knook van één der achterste poten draagt, die afgeleverd is door het inspectiehoofd bevoegd voor het gebied.

§ 2. De in § 1 bedoelde ring is rood voor de geweide dieren en wit voor de dieren zonder gewei.

Elke ring heeft een jaartal en een volgnummer van vier cijfers.

Vóór het vervoer wordt de ring gedateerd door het wegnemen van de stripjes die respectievelijk overeenstemmen met de maand en de dag.

§ 3. De niet gebruikte ringen worden door de gebruiker, op eigen kosten vóór 31 januari, teruggestuurd aan het inspectiehoofd dat ze afgeleverd heeft.

Art. 7. § 1. Behalve wanneer het gebeurt bij toepassing van vorig artikel wordt elk vervoer van het soort edelhert slechts geoorloofd indien de vervoerder in het bezit is van een getuigschrift waarbij bevestigd wordt dat het dier afgeschoten of dood is dat gelijkvormig is aan de bijlage.

Dit document mag aangevuld worden met een luik om de identificatie van het dier te vergemakkelijken en voor uitsluitend gebruik van de Afdeling Natuur en Bossen.

§ 2. Het getuigschrift waarbij bevestigd wordt dat het dier afgeschoten of dood is wordt opgemaakt door een ambtenaar of door een aangestelde van de Afdeling Natuur en Bossen.

Art. 8. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

BIJLAGE

GETUIGSCHRIFT WAARBIJ BEVESTIGD WORDT DAT HET DIER AFGESCHOTEN OF DOOD IS

1. Plaats waar het dier geschoten of teruggevonden werd :
 - houtvesterij :
 - gebied :
 - UGC van :
 - jachtgebied :
 - (Eigenaar : de heer
 - buurtschap of vaknummer :
2. Omstandigheden van het schieten :
 - 0 Bers- of loerjacht
 - 0 Klopjacht
 - 0 Stroperij (eventueel, nummer van het proces-verbaal
3. Datum :
 - schieten : .././19..
 - ontdekking van het kreng : .././19..
 - (ontdekker : de heer.....)
4. Identificatie van het dier :
 - (zie luik « Identificatie van het dier »)
 - Nummer van de aangebrachte ring :
5. Gebruik van de delen van het dier :
 - Wildbraad :
 - Trofee :
 - Linkerkaak :
 - Gecontroleerd op : .././19..
- 0 op de plaats zelf van het schieten.

(graad)
(handtekening)
(naam)

Ons bekend en goedgekeurd om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1993 betreffende het Afschotplan voor de jacht op edelhart.

Namen, 22 april 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERIE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 1161

20 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 1988, fixant les indemnités et jetons de présence à allouer aux Président, Vice-Président et membres du Comité de gestion de l'ORBEM

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 18 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal n° 431 du 5 août 1988;

Vu la loi du 25 avril 1963, sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 14;

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 1161

20 DECEMBER 1990. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 1988 tot vaststelling van de vergoedingen en presentiegelden toe te kennen aan de Voorzitter, de Ondervoorzitter en aan de leden van het Beheerscomité van de B.G.D.A.

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut inzonderheid artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 431 van 5 augustus 1988;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg;

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 14;